

RÉFLEXIONS SUR LA MONDIALISATION CULTURELLE

Conf. univ. dr. Iuliana Paștin,
Facultatea de Limbi și Literaturi Străine,
Universitatea Creștină „Dimitrie Cantemir”

RÉSUMÉ. *Notre article comprend quelques réflexions sur la dynamique culturelle dans le contexte de la mondialisation. Dans un premier temps nous faisons une mise au point psychologique qui vise à expliquer le contenu du concept de la mondialisation culturelle. Dans un deuxième temps, on analyse l'interférence du phénomène de la mondialisation avec quelques dimensions de la dynamique culturelle dans le monde contemporain, dimensions qui réfèrent aux processus de communication et d'information, à la question linguistique et aux politiques culturelles et au rôle de l'Etat dans la construction de l'identité culturelle.*

La globalisation est un phénomène d'unification des différentes civilisations de ce monde. La mondialisation mêle deux choses différentes: d'une part un état actuel de notre monde caractérisé par un degré d'interdépendance jamais encore atteint entre les différents pays et d'autre part, **une idéologie de libre échange** qui entend convertir le monde en **un marché unique**. Elle a été d'abord économique mais également culturelle par la suite. Pour mieux comprendre **les enjeux de la mondialisation culturelle**, il faut d'abord comprendre les origines de celle-ci. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, la *mondialisation* n'est pas un phénomène nouveau. Elle commence sa longue évolution par l'apparition du capitalisme marchand et la naissance des villes basées sur le commerce. La *mondialisation* trouve aussi ses origines dans la modernité, par les changements sociaux qui s'opèrent par la rationalité.

Aujourd'hui, la mondialisation va vers une unification de l'ensemble des marchés locaux et une absorption de ceux-ci dans le marché mondial. Il y a un désenclavement des régions isolées pour les faire entrer dans un tout, dans un monde de plus en plus uniforme. Aujourd'hui, se multiplient des contacts multidimensionnels entre les sociétés humaines, au niveau économique, politique, religieux, idéologique, culturel.

Nous passons insensiblement d'un monde où prédominait l'isolement culturel vers un monde plus *interculturel*. Cette interculturalité est en partie due au développement de technologies qui permettent le rapprochement des régions qui paraissaient inaccessibles dans le passé. Grâce à l'apparition du téléphone ou de l'Internet, il est aujourd'hui facile de communiquer avec quelqu'un qui se trouve de l'autre côté de la planète et la télévision par satellite nous permet de regarder des chaînes étrangères sans bouger de chez nous.

On entre ainsi beaucoup plus facilement en contact avec les autres cultures. Ces contacts répétés ont une influence sur notre culture et rendent les différences de moins en moins importantes. Cette homogénéisation des cultures n'est pas toujours vue d'un bon oeil.

De nombreux groupes se battent contre cette *mondialisation* soit pour son rejet total, soit pour

mettre en place une autre forme de *mondialisation*. Le rejet total est une forme de protection culturelle. Ses partisans ne veulent pas d'inter culturalisme et veulent conserver leurs valeurs contre celles venues d'ailleurs. La montée des partis extrémistes en Europe en témoigne. La détermination des terroristes islamiques est également une manifestation du refus du changement culturel.

Ces mouvements contestataires attestent l'existence de problèmes liés à la *mondialisation*. Le règlement de ceux-ci est l'un des *enjeux* de la globalisation. D'autres *enjeux* sont les règlements de problèmes qui concernent l'humanité tout entière. Problèmes que la *mondialisation* que nous connaissons aujourd'hui n'a pas encore réussi à résoudre.

La mondialisation ne se réduit pas à sa dimension économique. Portée notamment par les médias, la mondialisation culturelle met en présence intensive et en concurrence des visions du monde, des valeurs et des modes de vie dont les différences acquièrent une importance inédite. Elle fait émerger un nouvel écosystème symbolique qui affecte toutes les cultures existantes. Elle modifie les conditions dans lesquelles se déroulent les interactions entre les sociétés et leurs cultures.

Dans la sphère médiatique globalisée, de plus en plus soumise à la logique économique, c'est aussi la maîtrise des symboles qui se joue, c'est-à-dire la structuration des imaginaires. Du coup, les questions identitaires - et donc culturelles - se retrouvent au coeur de la dynamique mondiale qui n'obéit plus à la seule logique interétatique.

La question la plus importante que pose la mondialisation n'est pas celle de savoir comment commercer davantage, mais plutôt de décider comment vivre ensemble, non plus seulement à l'échelon local ou national, mais aussi à l'échelle planétaire, avec des différences culturelles qui ne cessent de se renouveler.

Cet article situe les enjeux géoculturels dans une perspective stratégique. Il propose de les inclure, sur le même pied que les enjeux géopolitiques et géoéconomiques, dans la gouvernance mondiale que le système international ne suffit plus à assurer. Les politiques culturelles nationales, indispensables pour gérer les conséquences de la mondialisation, ne pourront être efficaces que si des entités géoculturelles s'instituent comme aires d'interactions culturelles privilégiées.

La mondialisation oblige à penser ensemble les multiples dimensions du politique: ni exclusivité ou sacralisation de l'État, ni primat de l'économie ou diabolisation de l'entreprise, ni sanctuarisation de la culture ou relativisme culturel, mais reconnaissance d'interdépendances multiples et dialectiques.

La mondialisation entre rupture(s) et continuités

Le terme récent de «mondialisation» est fréquemment utilisé depuis les années 1980 mais (on utilise parfois le mot «globalisation», d'origine anglaise) pour rendre compte de la «convergence des marchés» dans le monde.

En fait, l'interdépendance des économies est très ancienne. La «Révolution néolithique» en est une illustration, certes limitée dans l'espace: des régions ont progressivement été touchées (en Europe, en Asie) par les inventions agricoles (et les valeurs) venues en partie de Mésopotamie.

A partir du XVIe siècle, à l'aube du capitalisme et surtout au XIXe siècle, l'Europe a dominé, influencé et réuni le monde autour de ses intérêts commerciaux grâce à son avance industrielle et militaire.

La mondialisation actuelle est cependant une «rupture», à la fois en termes de rythmes et de structures, par rapport aux périodes passées.

Elle remet en question les certitudes keynésiennes¹ de régulation de l'économie par l'Etat providence de l'époque «fordiste» (les fameuses «Trente Glorieuses» décrites par Jean Fourastié²) et «le monde avance en aveugle» en matière de politique économique selon Daniel Cohen³ (Daniel Cohen, 2006). Les évolutions sont aussi très rapides. La croissance des pays émergents comme la Chine est fantastique: le pays a doublé par deux sa production en dix ans dans les années 1980 quand l'Angleterre a attendu quatre-vingts ans au XIXe siècle. Enfin, le trait majeur, c'est que «plusieurs mondialisations» ont cours en même temps: celles des marchés, notamment financiers, de la communication, de la culture de masse, de l'idéologie

¹ LA RÉVOLUTION KEYNÉSIENNE a constitué une transformation majeure, sur le plan pratique comme sur le plan théorique, dans la plupart des pays industrialisés au XXe siècle. Dans la foulée du triomphe du capitalisme libéral dans l'Angleterre victorienne, un large consensus existait, en particulier chez les économistes, sur l'efficacité et le caractère autorégulateur des marchés. On estimait que le rôle de l'État devait se limiter à l'encadrement juridique des activités économiques, quitte à assurer une aide en dernier recours aux plus démunis. Ce consensus s'effrite au début du XXe siècle. Les théoriciens anglais du nouveau libéralisme, tels que Thomas H. Green, Leonard T. Hobhouse et John A. Hobson, comme les institutionnalistes américains ou les partisans de l'école historique allemande, estiment que l'État doit intervenir pour corriger **les maux** engendrés par l'économie de marché: fluctuations de l'activité économique, chômage, inégalités de revenus inacceptables, pauvreté. Ainsi, on assiste à une transformation du cadre de pensée hérité de la période de la Révolution industrielle anglaise. La notion de libéralisme, dans ses dimensions politique, économique et sociale, subit une mutation profonde. La société se doit d'intervenir pour réduire les inégalités si elle veut préserver la liberté individuelle. Inspiré par les thèses du nouveau libéralisme, le gouvernement anglais dirigé par Asquith initie, à partir de 1908, un important programme de réformes économiques et sociales. Le «budget du peuple» proposé en avril 1909 par le chancelier de l'Échiquier et futur premier ministre, Lloyd George, pour financer un système de pension, se heurte à l'opposition de la Chambre des lords, dont les pouvoirs sont diminués après deux élections, en 1910. Il faut toutefois attendre la crise déclenchée en 1929 pour voir se développer, à travers le monde, une remise en cause radicale et généralisée des certitudes libérales sur l'efficacité des marchés et un processus de transformations institutionnelles, économiques et politiques, auxquelles on a commencé, dès la fin des années 1930, à donner le nom de révolution keynésienne. Homme d'action autant que penseur, John Maynard Keynes, né à Cambridge en 1883, a en effet joué dans ces événements un rôle majeur. Il a lui-même prédit, dans une lettre à son ami George Bernard Shaw, en janvier 1935, que la nouvelle théorie proposée dans son livre publié en 1936, la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, révolutionnera grandement - probablement pas tout de suite mais au cours des dix prochaines années - la façon dont le monde pense les problèmes économiques. Keynes avait vu juste. C'est en effet après la Seconde Guerre que la plupart des gouvernements des pays occidentaux, et les Nations Unies en 1948, proclament le principe en vertu duquel l'État a la responsabilité d'assurer le plein emploi, la stabilité économique et une juste répartition des revenus. Et qu'ils se donnent, avec la panoplie des politiques fiscales et monétaires inspirées de ce qu'on appelle désormais le keynésianisme, comme avec la nouvelle comptabilité nationale à la naissance de laquelle Keynes a contribué, les moyens de mettre en oeuvre ces politiques. L'État-providence, qu'en anglais on appelle le *Welfare State*, pour désigner la conjonction et l'articulation entre les politiques économiques et les politiques sociales, est né. Les «trente glorieuses» commencent.

² Jean Fourastié *Les Trente Glorieuses, ou la révolution invisible de 1946 à 1975*, Paris, Fayard, 1979, 300 p. (Rééd Hachette Pluriel n° 8363).

³ «le monde avance en aveugle» en matière de politique économique cf. Daniel Cohen *«Trois leçons sur la société post-industrielle»*, Éditions du Seuil, Paris, 2006) Un autre ouvrage: *Richesse du monde, pauvretés des nations* (Flammarion, coll. Champs paru en 1998).

Francis Fukuyama, *Fin de l'histoire et le dernier homme*, Eds de poche, Paru en 09/1993.

Le livre de Francis Fukuyama a suscité de multiples polémiques. On a cru le réfuter, avec facilité. N'annonçait-il pas la fin de l'Histoire, et le triomphe de la démocratie libérale? Or, si on a vu s'effondrer les derniers totalitarismes, on n'en a pas fini avec la violence, avec la guerre.

libérale annoncée comme victorieuse.

On se rappelle la thèse très controversée de Francis Fukuyama sur «la fin de l'Histoire».4

On devine aisément, face à un processus qui touche fortement les territoires et les sociétés, les peurs attachées, surtout dans les pays développés, à la mondialisation. Sans doute hâtifs, beaucoup d'acteurs politiques ou associatifs lui reprochent ainsi les crises du monde contemporain au risque d'erreurs de diagnostic sur les véritables causes des transformations économiques et sociales.

L'internationalisation des échanges et les interventions multiples des Etats

Dans le premier chapitre du livre *Le Commerce international* l'économiste Michel Rainelli5 (professeur à l'Université de Nice Sophia-Antipolis), après avoir analysé les différentes théories du commerce international, invite à reconsidérer le rôle des pouvoirs publics: le libre-échange n'implique pas la fin de l'intervention des Etats. Au contraire, ceux-ci sont plus que jamais incontournables pour réguler les effets négatifs de la mondialisation et les nouvelles spécialisations industrielles à l'échelle de la planète: aide à la formation continue des salariés, soutien de la recherche et du développement par exemple.

Vers un «nouveau Bretton Woods»?

La «globalisation financière», aspect le plus décrié de la mondialisation, est étudiée dans le deuxième chapitre de son livre, de façon précise, par Dominique Pilhon (2004: 84-85)6 (directeur du Master «Banques, finances, gestion des risques» à l'Université Paris-Nord). L'intégration mondiale des marchés des capitaux a conduit à **une forte interdépendance des économies**. Ces dernières n'échapperaient donc pas à l'instabilité née d'une crise qui apparaîtrait dans une zone fragile de l'espace globalisé. Après un rappel des mesures (classiques) de prévention (information de meilleure qualité et plus transparente, renforcement de la protection des usagers, amélioration de la surveillance des acteurs financiers, notamment des hedge funds ou **fonds spéculatifs** ainsi que des «paradis fiscaux»), ce spécialiste des fonds d'investissement propose de relancer deux idées keynésiennes: la taxation du capital (comme la fameuse «taxe Tobin» contre les effets de la spéculation défendue dès 1972 ou les «éco-taxes» contre les conséquences de la pollution) et la mise sur pied d'un «nouveau Bretton Woods7»,

4 Francis Fukuyama, *Fin de l'histoire et le dernier homme*, Eds de poche, Paru en 09/1993.

Le livre de Francis Fukuyama a suscité de multiples polémiques. On a cru le réfuter, avec facilité. N'annonçait-il pas la fin de l'Histoire, et le triomphe de la démocratie libérale? Or, si on a vu s'effondrer les derniers totalitarismes, on n'en a pas fini avec la violence, avec la guerre.

5 Michel Rainelli est professeur d'économie à l'université de Nice-Sophia-Antipolis et membre du GREDEG, laboratoire mixte du CNRS et de cette université. Dans la collection «Repères», il a déjà publié *Le Commerce international* (9^e éd., 2003) et *La Nouvelle Théorie du commerce international* dans lequel sont notamment présentés les travaux de Paul Krugman (3^e éd., 2003).

6 Dominique Pilhon, «*Les altermondialistes, la finance et le développement*», Alternatives Économiques n°227, juillet-août 2004, pp. 84-85.

7 Le «système» issu de Bretton Woods est la dimension économique d'un projet politique issu de l'alliance anglo-américaine dont l'ONU est devenue l'armature porteuse. Ce projet a progressivement pris forme dès 1941 pour aboutir (partiellement) en 1944. Ainsi, alors que la guerre battait encore son plein, les chancelleries pensaient et préparaient l'avenir

sorte de système monétaire international qui aurait pour vertu de réguler les désordres de la globalisation financière.

Vers une homogénéisation culturelle du monde?

En ce qui concerne l'homogénéisation culturelle du monde et ses débats passionnels, l'anthropologue Jean-Paul Warnier⁸ (qui enseigne à l'université René-Descartes-Paris-V) tempère les alarmes de tous ceux qui s'inquiètent, en Europe, dans le monde musulman ou en Afrique pour ne citer que ces régions, de la disparition des cultures locales ou nationales **face au rouleau** compresseur du mode de vie anglo-saxon exporté par les biens de ses grandes firmes multinationales (Coca-Cola, Nike ou Microsoft) et ses valeurs véhiculées par ses films, ses musiques, etc. Chaque société a emprunté dans son histoire des éléments à d'autres cultures. La dialectique de l'homogénéisation/différenciation est un processus toujours à l'oeuvre. Les phénomènes de rejet, de réinterprétation, de métissage et les politiques culturelles des Etats favorisent d'ailleurs les différences à l'échelle planétaire. Une seule certitude pour le chercheur, dans ce monde qui vient, «l'Occident aura perdu le leadership qu'il aura exercé pendant trois siècles». **La mondialisation est un phénomène qui marque notre époque et qui influence la vie de la société d'aujourd'hui. L'interaction et la communication se développent à l'échelle planétaire. Les cultures se croisent, s'échangent, se mélangent, ce qui rend la communication interculturelle fondamentale dans la formation des hommes.** Pourtant, toutes les interactions de deux cultures ne sont pas aisées, car il faut trouver un langage commun et trouver des solutions aux difficultés structurelles et culturelles nées de systèmes de formation différents. Malheureusement, le champ de la communication interculturelle n'est pas établi d'une manière adéquate, et il y a peu de conformité sur ce qu'elle est.

Qu'est ce que le terme "communication interculturelle" veut dire?

A vrai dire, on la définit comme une communication entre cultures. La mondialisation culturelle est un processus qui entraîne la multiplication, l'accélération et l'intensification des interactions entre les sociétés et leurs cultures. Repli, résignation, ou défensive ne constituent pas des réponses appropriées à ce défi inédit. Ni la puissance, ni la force, ni la régulation internationale, ni la gestion bureaucratique ne peuvent apporter les réponses appropriées à ces défis. Il faut inventer les moyens de gérer ces processus globaux et non seulement leurs effets à l'échelon national. Il appartient aux sociétés de définir les conditions dans lesquelles elles veulent aménager leurs interactions en faisant de leurs différences un enrichissement et non une cause de conflits. C'est à travers de nouvelles instances de délibérations sur ces enjeux extra-nationaux qu'on pourra redéfinir constamment ces conditions.

En partant du principe qu'en matière culturelle, l'ouverture indispensable est indissociable

obsédées par une seule idée: «plus jamais ça!». Pour le garantir, le monde de l'après-guerre s'est développé autour de la vision partagée d'une société mondiale de nations prospères, rendues interdépendantes par un commerce intense.

⁸ Jean- Paul Garnier, l'un des auteurs du livre (ouvrage collectif) «*Les enjeux de la mondialisation*, III, *Les grandes questions économiques et sociales*», Editions La Découverte, coll., «Repères», mai 2007, 128 pages.

de la réciprocité, les deux auteurs du livre «*Les enjeux de la mondialisation culturelle*»⁹ Jean Tardif et Joelle Farchy (Paris, 2006) considèrent qu'aucun deus ex machina ne viendra gouverner la mondialisation culturelle. Résultant non pas de la fatalité mais de décisions humaines, ce processus doit être maîtrisé par une démarche politique qui associe toutes les catégories d'acteurs concernés pour définir les conditions de l'exercice de leurs responsabilités. Quelles doivent être les règles du jeu dans ce nouveau champ de pouvoirs et de contre-pouvoirs?

Quel rôle peuvent jouer les espaces géoculturels?

Il n'est pas indifférent pour une société et une culture, comme pour un pays, de voir sa langue, ses valeurs, sa vision du monde partagées et portées par un ensemble plus large. Envisager les rapports entre les sociétés et les cultures sous l'angle **des enjeux géoculturels** conduit à leur reconnaître une importance stratégique comparable à celle des enjeux géopolitiques et géoéconomiques. Curieusement, les enjeux culturels, indissociables des enjeux identitaires, sont les grands absents des débats stratégiques actuels y compris sur les conséquences de la mondialisation. Sauf peut-être pour les États-Unis qui, depuis les accords Blum-Byrnes qui ont accompagné le Plan Marshall en 1946, ont fait de la promotion de leurs images et de leur vision du monde l'un des trois piliers d'une stratégie internationale dont ils récoltent aujourd'hui les fruits: "en termes de capacité militaire, de force économique et de puissance de nos idées et de notre culture, nous sommes la seule superpuissance du monde" (James P. Rubin¹⁰). James P. Rubin was nominated by President Clinton to be Assistant Secretary of State for Public Affairs on May 23, 1997 Ils ont su appuyer les entreprises qui diffusent de façon rentable leurs images, leurs idées et leurs valeurs dans le monde. Ils ont compris que la meilleure façon de vendre était de susciter le désir et de faire rêver. On ne saurait leur reprocher de savoir vendre leurs produits ni d'en faire un instrument de leur puissance.

⁹ Jean Tardif et Joelle Farchy, *Les Enjeux de la mondialisation culturelle*, Editions Hors commerce, Paris 2006, 365 pages ISBN 10: 2-915286-62-0 ISBN 13: 978-2-91528662-5 83, rue de Reuilly 75012 Paris (France) www.horscommerce.com. Jean Tardif et Joelle Farchy nous proposent avec cet ouvrage imposant (365 pages) une réflexion approfondie sur un aspect essentiel de la mondialisation, à savoir, comment vivre ensemble en acceptant et même en valorisant nos différences culturelles. Dans une première partie, les auteurs abordent les enjeux liés aux interactions entre les cultures et la mondialisation. La culture et ses relations à l'identité sont analysées finement. Le rôle essentiel des médias dans le développement de «l'Hyperculture globalisante» est bien mis en valeur et conduit les auteurs à s'interroger justement sur la réalité d'un dialogue entre les cultures en l'absence d'une connaissance mutuelle minimale? L'effet, généralement admis, de la mondialisation en faveur de l'homogénéisation au profit des cultures dominantes apparaîtrait comme un faux débat pour peu que l'on dépasse une vision en termes d'offre au profit d'une logique de réception. Concentration et diversité semblent pouvoir coexister harmonieusement dans certains contextes... Les auteurs insistent enfin, sur le fait que «les vraies batailles pour la diversité culturelle se jouent ailleurs que dans les régulations classiques, sectorielles et nationales». Les auteurs proposent enfin les solutions au problème de la maîtrise de la mondialisation. Les auteurs commencent par montrer qu'on ne pourra pas mettre en œuvre cette maîtrise si l'on fait abstraction de sa dimension culturelle. Les limitations de l'approche étatique des problèmes sont bien soulignées tout en évitant de prôner l'utopie d'un gouvernement mondial. Pour les auteurs, la solution devrait plutôt tendre vers «l'avènement progressif d'un ordre cosmopolitique constitué de multiples réseaux organisés de pouvoir». Le pluralisme culturel équitable est la seule alternative crédible au choc des civilisations. Cependant, selon les auteurs le projet politique du pluralisme culturel devrait reposer sur une instance politique nouvelle: un Conseil mondial des cultures. Cette proposition centralisatrice ne manquera pas d'être opposée au refus d'une gouvernance mondiale indiquée plus avant. On voit bien ici que les solutions à la maîtrise d'un phénomène aussi complexe que la mondialisation sont bien loin d'être simples.

¹⁰ James P. Rubin was nominated by President Clinton to be Assistant Secretary of State for Public Affairs on May 23, 1997.

Mais en l'occurrence, il ne s'agit pas seulement de commerce: les discours politiques récents des dirigeants américains traduisent clairement une vision stratégique où **les valeurs jouent un rôle de premier plan**. Pour être de l'ordre du symbolique, la culture n'en comporte pas moins de dimensions. Certains commencent à craindre de voir les réactions légitimes aux événements du 11 septembre conduire à la tentation d'un système impérial théorisé par S. Huntington¹¹ sur le modèle d'un monde uni-multipolaire. Ce danger vient moins d'un pays que d'un système. On s'inquiétait déjà de l'uniformisation qu'un tel système pourrait entraîner dans l'espace économique mondial. Mais, comme l'observe Claude Nicolet¹², qu'il y ait ou non volonté d'hégémonie, le grand danger impérialiste est d'ordre culturel. Si l'on sait bien que l'expansion d'une langue et d'une culture tient moins à leurs vertus propres qu'aux forces qui les propagent, est-il acceptable que les rapports entre les sociétés et les cultures dépendent surtout des exigences du "capitalisme culturel"? (Rifkin, *La Fin du Travail*.)

Peut-on identifier les assises concrètes des identités, donc du pluralisme culturel, à l'échelle planétaire?

Le réalisme oblige à reconnaître l'existence d'une dialectique de multi-appartenances. À accepter (et en tirer les conséquences concrètes) que ces assises prennent des formes très diverses sur un **continuum mobile** qui va des "*pays-cultures*" (Japon, Danemark, Chine...), en passant par les sphères culturelles (monde arabe par exemple), les aires linguistico-culturelles (francophonie, "hispanophonie", "lusophonie", le projet encore à peine évoqué d'une *Europe des cultures*, jusqu'à une sorte de "*culture-monde*" hollywoodienne (le McWorld de Benjamin Barber). Aucune de ces "entités" ne correspond à la même définition mais chacune exprime une réalité bien concrète, mouvante, qui compte dans la dynamique mondiale et avec laquelle il va donc falloir composer pour mettre en place une gouvernance globale efficace. Dans cette perspective et à titre d'exemple, un citoyen d'un pays européen pourra avoir des centres d'intérêt, des pôles d'identification, des engagements différents et variables, au niveau de sa ville, de son pays, de l'Union européenne, de la francophonie ou de l'hispanophonie et sera appelé à exercer ses droits et devoirs à chaque niveau, suivant des modalités variables.

Les industries de l'imaginaire

S'il faut reconnaître que les rapports entre les sociétés et les cultures ne passent plus principalement par les États, est-il acceptable qu'ils deviennent soumis d'abord aux règles du marché et aux impératifs d'une rentabilité obtenue par une uniformisation grandissante des

¹¹ S. Huntington *Le Choc des civilisations* (en *anglais* *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*) est le titre d'un *essai* d'analyse politique rédigé par l'Américain *Samuel Huntington*, professeur à *Harvard*, paru en *1996* et traduit en français en 1997. Très controversé depuis sa parution, l'ouvrage a donné lieu à de nombreux débats. Le projet de Huntington est d'élaborer un nouveau *modèle* conceptuel pour décrire le fonctionnement des *relations internationales* après l'effondrement du *bloc soviétique* à la fin des *années 1980*. Toutefois, il ne prétend pas donner à son modèle une validité qui s'étende forcément au-delà de la fin du *XX^e siècle* et du début du *XXI^e siècle* et s'appuie sur une description géopolitique du monde fondée non plus sur des clivages idéologiques «politiques», mais sur des oppositions culturelles plus floues, qu'ils appelle «civilisationnelles», dans lesquelles le substrat religieux tient une place centrale, et sur leurs relations souvent conflictuelles, Jeremy Rifkin.

¹² Claude Nicolet, *L'idée républicaine en France, essai d'histoire critique (1789-1924)*, Gallimard, 1982.

produits, des modèles issus de quelques grands studios fabriquant les rêves du monde? Aujourd'hui, ce sont **les médias, principal vecteur de la mondialisation culturelle** qui se situent au cœur des enjeux du pluralisme culturel, en raison de leur puissance économique et peut-être surtout en raison de leur influence dans l'ordre symbolique.

À travers les médias s'opèrent des interactions entre les cultures d'une portée sans doute beaucoup plus considérable que celles qui interviennent à l'échelle traditionnelle du voisinage. Avec les développements technologiques, les échanges se déroulent en continu et à l'échelle planétaire dans un flux d'une ampleur sans précédent. Il y a là des possibilités inédites d'enrichissement des cultures. Mais ce ne peut être le cas dans une situation où les inégalités des échanges sont trop marquées. Même si une grande partie de l'humanité n'est pas touchée par ce courant, (60% de la population mondiale n'a jamais passé un coup de fil, 40% n'a pas l'électricité), les flux médiatiques déséquilibrés risquent de réduire à un statut local et à des fonctions de proximité les cultures qui ne réussiront pas à occuper leur place dans le cyberspace. On ne peut ignorer le danger d'un darwinisme culturel, favorisé par le marché qui favorise la constitution de quelques groupes capables d'agir à l'échelle mondiale et d'imposer leurs réseaux, qui privilégient la marchandisation de la culture et les produits rentables, qui voient dans la diversité une simple ressource à exploiter, avec le risque d'entraîner la domination d'une sorte **d'hyperculture globalisante**. L'industrialisation de la culture a conduit à privilégier la dimension économique des échanges culturels. Et à prendre pour acquise la logique actuelle qui voit la mondialisation justifier la formation d'entreprises globales. Ces entreprises doivent répondre à ce que le président d'AT&T appelle les impératifs de l'ubiquité: accès à la clientèle partout dans le monde, infrastructures appropriées, contenus adéquats. Elles invoquent la liberté des investissements directs à l'étranger et l'accès aux marchés pour établir leur stratégie transnationale qui échappent aux législations nationales. Ce qui semble justifier une concentration des entreprises et une forte intégration verticale. Ce schéma s'est imposé également dans le secteur culturel qui est en voie de surpasser l'aérospatial comme premier poste des exportations américaines. Concentration accélérée: en 1993, les 50 premiers groupes audiovisuels réalisaient un chiffre d'affaire de 125 milliards \$; en 1997, c'était l'affaire des 7 premiers. Malgré les difficultés récentes d'AOL Time Warner et de Vivendi-Universal, le mouvement de concentration pourrait s'accélérer encore avec la récente abolition des règles anti-concentration dans l'audiovisuel aux États-Unis. Selon Jeremy Rifkin, "la production culturelle est le stade suprême de la civilisation capitaliste et elle sera l'enjeu central du commerce mondial au XXI^e siècle".¹³ Pas étonnant que ces intérêts aient cherché, dans le cadre de l'OMC, à faire de l'ouverture des marchés un objectif prioritaire et à vouloir appliquer "au marché culturel" les mêmes règles qu'au commerce des marchandises. Le vrai combat de ceux qui veulent défendre la diversité culturelle en se situant, volontairement ou non, dans la sphère marchande, devrait donc porter sur la concentration et l'intégration verticale

¹³ Jeremy Rifkin est un économiste américain, né en 1945. La question posée par l'auteur est: Comment faire face à la disparition inéluctable de l'emploi, angoissante à l'échelle planétaire, et source de la barbarie montante? Ses postulats sont: Il existe une relation inversement proportionnelle entre l'évolution de la productivité d'une économie et celle de ses emplois; Les emplois sont condamnés à disparaître en grande partie: nous entrons dans l'âge de l'informatisation, qui ne pourra jamais absorber les millions de travailleurs qu'employaient l'agriculture, puis l'industrie, puis le tertiaire. Ses hypothèses sont: Il faut revoir le contrat social, trouver une autre manière de redistribuer les richesses et partager au mieux les gains de l'énorme productivité actuelle et à venir. La société civile doit exercer des pressions. Créatrice de "*capital social*", elle doit se donner suffisamment de force pour devenir un secteur créateur d'emplois capable d'obtenir de l'économie et de l'état sa part de redistribution de richesses. Il est actuellement président de la "*Foundation on Economics Trends*", à Washington D.C.; cette fondation étudie les problèmes environnementaux, sociaux, économiques et éthiques liés à la révolution biotechnologique.

des entreprises de ce secteur. Est-ce bien le cas, même pour l'Union européenne? Contestable dans n'importe quel secteur économique et encore plus que dans le secteur informatique, un tel oligopole est inacceptable dans le secteur culturel. D'abord d'un point de vue économique parce que l'on est en présence d'industries à rendement croissant: un film ne coûte pas plus cher à produire qu'il soit vu par cent mille ou un million de spectateurs. Mais surtout parce que plutôt que des marchandises, ce sont bien des images, des concepts, des valeurs, une vision du monde qui circulent sur les ondes et les écrans à l'échelle mondiale, en direct et en continu.

Parler des “industries de l'imaginaire” plutôt que d'industries culturelles permet de mieux réaliser que **la culture ne peut être réduite à l'échange numérisé de “bits”**, ni à une série de produits de divertissement, même si elle doit désormais évoluer et s'exprimer dans cet univers de communication. Ici plus qu'ailleurs, le fétichisme des marchandises dont parlait Marx naguère, ne doit pas conduire à réduire à cette dimension tous les rapports humains. David Puttnam, ancien président de *Columbia Pictures*, souligne bien le caractère particulier des industries de l'imaginaire: “certains cherchent à nous faire croire que le cinéma et la télévision sont des secteurs d'activité comme les autres. C'est faux. **Ils modèlent des attitudes, font naître des conventions de style, de comportements et ce faisant, réaffirment ou discréditent les valeurs plus générales de la société.** (...) Un film peut refléter ou saper notre sentiment d'identité en tant qu'individus et en tant que nations. Les identités culturelles sont aujourd'hui largement façonnées par des médias détachés des contraintes territoriales et par la multiplication des échanges des biens et services culturels. Voilà pourquoi, **comme l'oligopole, les inégalités trop marquées dans les échanges culturels sont inacceptables.** Le déséquilibre dans les échanges de marchandises est préjudiciable et il est taxé sous différentes formes. Si l'on peut invoquer la défense d'une industrie nationale pour imposer des quotas et des droits sur l'importation de l'acier, si l'on en arrive à des dispositions de “restriction volontaire” d'exportations de voitures japonaises vers l'Europe pour des raisons économiques, ne devrait-il pas être a fortiori plus justifié de prendre des mesures visant à assurer une réciprocité minimale en matière culturelle, parce que ce sont des valeurs qui sont en jeu? Aujourd'hui, même dans les pays européens, les écrans sont occupés dans des proportions allant de 65 à plus de 85% par des productions étrangères. Il ne s'agit pas d'un simple enjeu de balance commerciale, mais bien d'abord des rapports entre des valeurs culturelles et sociales dont on ne saurait minimiser l'impact. Selon une étude réalisée par des chercheurs de l'université Columbia, la télévision conditionne de manière certaine le développement de l'agressivité chez les adolescents et les adultes. Elle change de façon durable la perception qu'une personne peut avoir du monde. Une question permet d'illustrer la portée de ce déséquilibre: d'où viennent aujourd'hui les valeurs, les rêves ou les héros des jeunes au Japon, au Cameroun, en Allemagne ou au Brésil: de la littérature ou de la culture locale ou des écrans?

Au-delà de l'exception culturelle: la promotion du pluralisme culturel

Face à l'offensive des entreprises pour libéraliser le “marché culturel”, des milieux culturels ont réussi à se mobiliser et à convaincre certains États de garder la liberté d'adopter leurs politiques culturelles et de ne pas prendre d'engagements de libéralisation des échanges de biens et services culturels dans le cadre de l'OMC. **La défense de la diversité culturelle** semble

aujourd'hui être un objectif reconnu et constitue la base de négociation de l'Union européenne malgré des positions divergentes. Diffère-t-elle vraiment de l'exception culturelle apparue en 1993 et dont Marc-Olivier Padis se demande si elle n'est pas "une façon de placer "hors marché" des biens qui relèvent d'autres univers de valeur ou d'organiser le marché de telle sorte que l'industrie culturelle française y soit compétitive"? (*Esprit*, mars-avril 2002, p.38) Ce concept a eu l'immense mérite de permettre aux États de ne pas prendre d'engagement de libéralisation de leur marché culturel dans le cadre de l'OMC. Sans l'abandonner, on doit s'interroger sur sa portée et sur son efficacité par rapport à l'objectif fondamental affiché. Par l'effet de la convergence, ces mesures créent des conditions structurantes qui rendront bien aléatoires les mesures nationales et auront des répercussions sur les contenus encore plus importantes que les négociations sur les services. Que peut un petit producteur face à un groupe capable de sortir le même jour un film sur 900 écrans dans un pays? En articulant la défense de la diversité essentiellement au pouvoir des États, on néglige le fait que les politiques nationales ne peuvent désormais être efficaces si elles ne sont appuyées en même temps par **un cadre** qui gouverne efficacement les échanges culturels transnationaux. Car c'est sans doute à l'échelle extranationale que se joue pour l'essentiel l'avenir du pluralisme culturel.

Quelles seraient les solutions?

Il faut sortir de l'obsession politique qui voit les mêmes gouvernements adopter à l'Unesco une déclaration universelle sur la diversité culturelle sans portée pratique réelle cependant qu'ils adoptent à l'OMC des mesures qui conduisent effectivement à la libéralisation culturelle. **Il faut traiter les enjeux géoculturels, sur le même pied que les enjeux géopolitiques et géoéconomiques:** les aires culturelles ne sont pas moins importantes que l'intégration régionale. Il faut sortir les rapports entre les sociétés et les cultures du principe économique qui règne aujourd'hui sur le système mondial. Il faut donc préciser les objectifs qui permettront d'aller au-delà de l'exception culturelle pour affirmer la primauté de la dimension socio-culturelle dans les échanges humains. Quel est l'objectif central à atteindre? Un statut exceptionnel pour les biens culturels, le maintien du statu quo des rapports entre pouvoirs publics et producteurs audiovisuels, ou les conditions effectives d'un véritable pluralisme? Pour répondre clairement, il est utile de **distinguer entre diversité et pluralisme**. La diversité est la condition même du vivant - donc de l'humain -, c'est une donnée de la nature. L'écosystème physique est une donnée évolutive. L'écosystème humain est le produit de choix permanents. Le **pluralisme culturel**, ce n'est pas une sorte d'entité réifiée, ni même un "bien public global", c'est **le résultat des choix individuels et collectifs constants**, donc une affaire de volonté qui refuse l'uniformisation quels qu'en soient les motifs ou les moyens.

Défendre et promouvoir le pluralisme culturel

Ce n'est donc pas défendre le passé, un impossible statu quo, le relativisme culturel ou un statut commercial exceptionnel pour les produits et services culturels. *C'est au contraire défendre l'ouverture maîtrisée, le droit de pouvoir, dans le respect de valeurs universelles communes soumises à la pensée critique et dans le respect des autres, exercer ses choix individuels et collectifs dans des conditions suffisantes d'autonomie et sans contraintes ou conditionnements extérieurs déterminants, y compris dans la possibilité de produire ou*

d'échanger diverses formes d'expression culturelle. C'est l'enjeu primordial du développement humain. C'est un combat universel qui n'a d'autre adversaire que l'hégémonie, absolument inacceptable lorsqu'elle touche l'imaginaire, ou que l'instrumentalisation des cultures au service des rapports de force. C'est une exigence politique fondamentale de l'ordre mondial et donc l'une des priorités de la gouvernance globale.

Globalisation et enjeux culturels

Étant donné le rôle des médias dans les interactions entre les cultures, comment concilier les exigences de la logique utilitaire du marché avec celle de la logique des identités dans un régime d'échanges adapté à la dynamique mondiale actuelle? Comment reconnaître le rôle des divers acteurs dans la sphère culturelle? Comment préparer et fonder la légitimité des décisions à prendre sur ces enjeux extranationaux? La gouvernance à l'échelle planétaire n'est déjà plus aujourd'hui le simple prolongement du système international westphalien et elle ne pourra être assurée par un utopique gouvernement ou parlement mondial, ni par la seule régulation étatique. La gouvernance n'est pas synonyme de gouvernement. Elle pourrait être définie comme l'art d'associer les divers acteurs concernés - puisque l'État n'est plus le seul acteur- dans l'exercice articulé et cohérent de leurs responsabilités respectives. Cette gouvernance devra prendre en compte non seulement les enjeux géopolitiques et géoéconomiques mais accepter de voir les rapports entre les sociétés et les cultures non comme des lignes de fractures, mais bien comme **des espaces de dialogues** véritables et d'échanges responsables qui ne se réduisent pas au commerce ni aux rapports de force. Les manifestations qui accompagnent les réunions internationales ont mis en évidence le grave déficit démocratique qui entoure les décisions prises à l'échelon extranational par des représentants d'État qui n'ont souvent sollicité ni reçu de leurs citoyens aucun mandat explicite pour négocier en secret des traités dont la portée sur la vie des citoyens est souvent plus contraignante que la majorité des lois nationales. Il est urgent de refonder la légitimité des décisions extranationales dans de véritables débats préalables, ouverts à tous les acteurs concernés par les enjeux en cause. Malgré diverses initiatives, il n'existe pas aujourd'hui de Forum permettant de dépasser le dialogue de sourds et les consultations épisodiques pour s'engager dans une démarche de concertation véritable. Il faut innover en utilisant les possibilités d'Internet pour stimuler de tels débats.

C'est ce que proposent les diverses Associations internationales qui organisent des débats sur **le pluralisme culturel** et qui veulent utiliser notamment les possibilités de l'Internet pour engager des discussions publiques structurées, ouvertes aux diverses catégories d'acteurs concernés: pouvoirs publics (exécutif et législatif), acteurs civiques et sociaux, entreprises et experts. Il ne s'agit pas de discuter de culture d'une façon abstraite. Il s'agit de préciser les enjeux du pluralisme culturel à l'ère de l'information et de la mondialisation pour développer **des propositions réalistes** qui pourront être soumises aux instances politiques actuelles en vue d'en amorcer la mise en œuvre suivant des modalités qui restent à définir. Pour situer déjà les débats sur les diverses rubriques de la problématique, il peut être utile d'évoquer, dans son état actuel, **une hypothèse** qui sera soumise à débat et qui tente de tirer les enseignements pratiques des constats. Il s'agirait d'envisager la mise en place, en dehors de l'OMC, d'un régime original adapté aux exigences des échanges et des interactions entre les cultures. Ce régime

comporterait des mesures découlant **quelques principes** de qui cherchent à concilier les exigences de la logique du marché et de celle des identités: ouverture maîtrisée, multifonctionnalité, responsabilité, précaution, réciprocité. Pour apporter des réponses concrètes au défi du déséquilibre actuel des échanges culturels, tous les projets seront soumis à discussion. Les débats se dérouleront en plusieurs cercles et leurs résultats pourront être présentés à certaines instances internationales: Par exemple le Sommet de la Francophonie réunissant les dirigeants des pays ayant le français en partage et dont le thème portera sur le dialogue des cultures, mais aussi le Sommet de la société de l'information ou le Forum mondial des cultures, etc. Le défi du pluralisme culturel n'est pas moins important que celui de la construction européenne, puisqu'il s'agit d'apprendre à vivre ensemble à l'ère planétaire, non pas sur le modèle d'un monde uni-multipolaire, mais dans un cadre pluraliste conforme à l'écosystème humain. Il faut trouver les moyens d'assurer des échanges équilibrés entre les sociétés et les cultures égales en dignité en même temps que capables de s'interroger constamment de façon critique sur leurs valeurs, leurs pratiques et leur adaptation aux conditions changeantes du monde. Pour vivre ensemble, on ne peut s'enfermer et il ne suffit pas de commercer. La sécurité culturelle n'est pas moins stratégique que la sécurité physique ou économique. Il faut respecter les identités comme les multiples façons de vivre la modernité de la condition humaine.¹⁴

¹⁴ Ces idées ont été soutenues par Jean Tardif avec le concours de Joëlle Farchy, Gerd Junne et George Ross ainsi que de plusieurs membres du comité scientifique, lors de nombreux colloques et congrès internationaux.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- [1] Bérard, E., *L'approche communicative: Théorie et pratique*, CLE International, Paris, 1991
Berger S, 2006, *Made in monde - Les nouvelles frontières de l'économie mondiale*, Eds. du Seuil, Paris.
- [2] Beaud, M., Dollfus O., Grataloup C. et al. (coord) (GEMDEV), 1999, *Mondialisation: les mots et les choses*, Karthala.
- [3] Brunel, S., 2006, *La planète disneylandisée, Chroniques d'un tour du monde*, Editions sciences humaines, 279 p.
- [4] Brunet, R., Dollfus O., 1990, *Mondes nouveaux*, Géographie Universelle (volume 1), Hachette-Reclus, 551 p.
- [5] Carroue, L. (dir.), 2006, *La mondialisation*, CNED – SEDES, 312 p.
- [6] Carroue, L., Collet D., Ruiz C., 2006, *La Mondialisation*, Bréal, 352 p.
- [7] Cohen, D., 2004, *La mondialisation et ses ennemis*, Hachette littératures, 264 p.
- [8] Dollfus, O., 2001, *La mondialisation*, Presses d Science Po, Paris, 163 p.
- [9] Dortier, JF., de la Vega X. (coord.), mars 2007, Dix questions sur la mondialisation, *Sciences Humaines*, n°180, pp. 27-58.
- [10] Ducrot, O., Schaeffer, J-M., *Nouveau dictionnaire encyclopédique des sciences du langage*, Editions du Seuil, 1995.
- [11] Durand, M-F., Martin B., Placidi D., et TÖRNQUIST-CHESNIER M., 2006, *Atlas de la mondialisation: comprendre l'espace mondial contemporain*, Presses de Sciences Po, 159 p.
- [12] Cohen, D., 2004, *La mondialisation et ses ennemis*, Hachette littératures, 264 p.
- [13] Huntington, S., 2002, *Le choc des civilisations*, Odile Jacob.
- [14] Kim, Y.Y., "On Theorizing Intercultural Communication", *Theories in Intercultural Communication*, Sage, Newbury Park, 1988, pp. 11-21.
- [15] Manzagol, C., 2003, *La mondialisation, données, mécanismes et enjeux*, Armand Colin, Coll. campus 192 p.
- [16] Nonjon, A., Dallenne P., 2004, *La mondialisation: genèse, acteurs et enjeux*, Ellipses, Paris.
- [17] Ohmae, K., 1996, *De l'Etat nation aux Etats régions*, Dunod, Paris, 213 p.
- [18] Paulet, J-P., 2005, *La mondialisation*, Armand Colin (Coll. Synthèse), 96 p.
- [19] Retaille, D., 2007, *La mondialisation*, Nathan, 320 p.
- [20] Stiglitz, J., 2002, *La grande désillusion*, Paris, Livre de poche, Fayard, Paris, 407 p.
- [21] Tardif, Jean et Farchy Joelle, *Les Enjeux de la mondialisation culturelle*, Editions Hors commerce, Paris 2006, 365 pages Paris (France) Revues et numéros spéciaux.